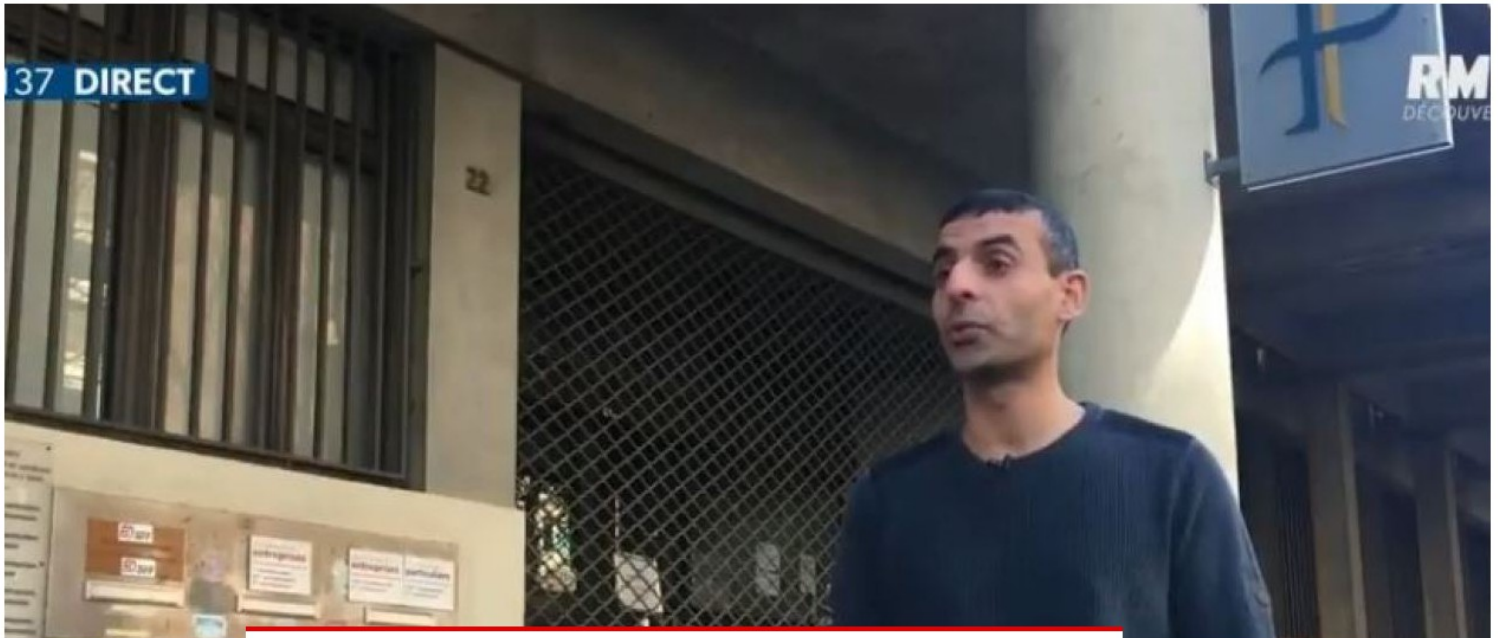


## Réforme de la fonction publique: "J'aimerais tellement vous dire qu'on est des nantis, mais c'est faux"

© 14/02/2019 à 12h06



Le gouvernement loue une "modernisation", les syndicats craignent une "mise à mort" du statut: le projet de loi sur la fonction publique, qui prévoit rémunération au mérite et recours élargi aux contractuels, a été présenté mercredi aux organisations syndicales.

Refonte des instances de dialogue social, recours élargi aux contractuels, pont entre public et privé... Le projet de loi sur la fonction publique, présenté mercredi aux organisations syndicales, se veut selon Bercy un moyen de "moderniser" le statut des fonctionnaires.

Mais après un an de concertations sur un texte qui doit s'accompagner d'une coupe de 120.000 agents d'ici 2022, sept syndicats de fonctionnaires sur neuf ont "claqué la porte" mercredi de la réunion animée par le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt, en charge de ce dossier, pour dénoncer une "mise à mort" programmée du statut de la fonction publique.

## **"Il peut y avoir un mouvement de masse des fonctionnaires"**

A Marseille, la réforme fait peur. Karim est fonctionnaire des Finances publiques depuis 10 ans. Et l'image de nanti qui colle parfois à son statut, il la réfute totalement: "J'aimerais tellement vous dire que c'est vrai, qu'on est des nantis, qu'on est au chaud, mais on a des souffrances au travail, on a des personnes qui partent pour longues maladies et on se retrouve avec du boulot en trop parce qu'on a déjà notre charge de travail, on doit assumer celle de nos collègues. On voudrait pouvoir aussi assurer nos fins de mois et faire que nos familles vivent convenablement".

Ainsi selon Philippe Laget, de la CGT Finances publiques des Bouches-du-Rhône, le malaise des fonctionnaires pourrait à terme se déverser dans la rue, notamment si la réforme est mise en œuvre: "Le gouvernement doit faire très attention parce qu'à l'heure du mouvement des 'gilets jaunes', il peut y avoir un mouvement de masse de l'ensemble des fonctionnaires pour dire que l'on ne peut pas accepter le diktat de ce gouvernement".

Des syndicats de fonctionnaires qui dénoncent plus largement une privatisation progressive des services publics.